



L'ASSOCIATION FAÎTIÈRE NATIONALE DE L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021



Antenne en Suisse romande

Insertion Suisse

c/o Démarche
Rue de la Plaine 9
1400 Yverdon-les-Bains

info@insertionsuisse.ch
024 426 05 60

www.insertionsuisse.ch

Secrétariat général

Arbeitsintegration Schweiz

Postfach, Lorrainestrasse 52
3001 Bern

info@arbeitsintegrationschweiz.ch
031 321 56 39

www.arbeitsintegrationschweiz.ch

MESSAGE DE NOTRE SECRÉTAIRE GÉNÉRALE

L'année 2021 n'a pas été une année facile pour notre association. La pandémie a également influencé nos activités, si bien que nous n'avons pas pu réaliser notre programme comme nous l'avions imaginé. Nous nous réjouissons d'autant plus des projets importants que nous avons pu mettre en œuvre avec succès et qui font avancer l'association. Les organisations membres ont par exemple adopté la nouvelle charte et les statuts révisés de l'association lors d'une assemblée générale extraordinaire l'automne dernier. L'assemblée des délégués et les commissions spécialisées sont ainsi devenues deux nouveaux organes qui renforceront la collaboration et les échanges au sein de l'association. Peu après, nous avons pu commencer à mettre en œuvre la nouvelle structure et avons convoqué la première assemblée des délégués, lors de laquelle les représentations régionales ont pu apporter leurs contributions à notre future stratégie pluriannuelle.

Le marketing associatif comme tâche permanente

A l'avenir, Insertion Suisse souhaite renforcer sa position en tant que «voix de branche pour le domaine de l'insertion professionnelle», afin de pouvoir mieux défendre les intérêts de ses membres vis-à-vis de la politique, des autorités et des entreprises. A cette fin, nous souhaitons augmenter notre base de membres et accroître notre degré de notoriété, ce qui sera possible avec un marketing systématique de

l'association. Nous avons donc commencé à élaborer un concept de marketing en 2021 et nous nous consacrerons ces prochaines années à la mise en œuvre des activités qui en découlent.

Innovation dans le domaine de l'insertion

Un autre thème important qui nous a occupés est l'innovation au sein des programmes et des offres de nos membres. Le marché du travail évolue très rapidement, de nouvelles branches et de nouveaux profils professionnels apparaissent, tandis que d'autres perdent de leur importance. Face à ces changements, nous voulions savoir comment nos membres font évoluer leurs programmes afin de suivre ces changements et de préparer leur clientèle au marché du travail de demain. La Haute école spécialisée bernoise a réalisé à notre demande une étude à ce sujet, qui nous donne un aperçu précieux des défis à relever dans le domaine de l'insertion professionnelle. Les résultats de l'étude seront pris en compte dans la formulation des futures priorités stratégiques ainsi que dans la planification des activités opérationnelles de l'association.

Nous avons profité de l'année écoulée pour poser des jalons en vue du développement et de la croissance de l'association et nous remercions nos membres et nos représentations régionales ainsi que nos organisations partenaires pour leur soutien dans nos efforts pour renforcer l'association.

Fatoş Bağ

Secrétaire générale

LES MEMBRES DU COMITÉ FIN 2021



**Présidente
Irène Kälin**
Conseillère nationale et
Présidente du Conseil
national – AG



**Vice-président
Stéphane Manco**
Démarche
sté coopérative – VD



Barbara Huse
BNF



Caroline Morel
OSEO



Christine De Grandi
Fit4Job Heiden – AR



Elizabeth Casal
WTL – SG



Lorenz Fluck
mebea – BL
(depuis juin 2021)

Nous souhaitons saluer l'engagement et le travail de notre comité. Par sa proactivité, son investissement sur des projets très variés et son envie de développer l'association, Insertion Suisse devient progressivement l'interlocuteur principal pour toutes les questions liées à l'insertion en Suisse, aussi bien pour les autorités fédérales et les différentes organisations nationales, que pour les organismes d'insertion.



Lorenz Fluck, directeur de mebea, a été élu cette année

« Au sein du comité d'Insertion Suisse, je souhaite mettre mes compétences en matière de management, de finance et de formation d'adultes à disposition car je tiens à participer au maintien de bonnes conditions-cadres pour le domaine de l'insertion au niveau national. La perspective de proposer des solutions intégrées, applicables dans la pratique, à partir de besoins multiples et différents me motive énormément. »

L'association tient à remercier chaleureusement les membres du comité qui ont quitté l'association en cours d'année. Une excellente continuation et merci pour leurs nombreuses contributions, leur force de proposition et leur motivation constante à collaborer sur des thématiques diverses et variées, au bénéfice des intérêts de l'insertion professionnelle au niveau national.

■ **Amedea Pennella**, Labor Transfer, TI (2018 – 2021) : ce qu'elle a apprécié pendant son mandat

« De pouvoir représenter la partie suisse italienne au sein de l'association nationale, de connaître et d'échanger sur les actualités régionales et de pouvoir s'inspirer et apprendre les uns des autres. J'ai aussi aimé pouvoir participer activement aux discussions au niveau national, l'engagement énorme des président-e-s et des membres du comité et le professionnalisme de toutes les parties présentes, notamment du secrétariat. L'ambiance était constructive et collaborative et le comité persévérant dans ses activités de développement de l'association. »

■ **Jean-Charles Rey**, membre individuel, HES-SO Valais (2013 – 2021) : ce qu'il a aimé au sein de l'association

« La capacité du comité à travailler ensemble et à trouver des solutions communes, même en représentant des secteurs d'activités très différents. J'ai aussi apprécié cette recherche de proximité avec les membres, avec une réelle volonté de proposer et d'apporter de vraies réponses à leurs demandes et attentes. Je me souviens également de notre victoire pour exempter les prestations d'insertion aux marchés publics. Grâce à notre union et étroite collaboration, nous avons réussi à influencer et à modifier une loi essentielle au maintien de la qualité de notre activité. »

■ **Niggi Rechsteiner**, Bâle (2017 – 2021) : ce qu'il retient de son mandat

« La collaboration au sein d'Insertion Suisse a été très enrichissante ! Un travail constructif et inspirant a été rendu possible grâce à la prise en compte équitable de propositions émanant de régions et de régions linguistiques différentes. Le traitement des différents thèmes dans une perspective globale et nationale a été extrêmement intéressant et a donné lieu également à de très belles rencontres. »

Les postes vacants des membres du comité seront remplacés en 2022. Le processus de recrutement a débuté en fin d'année.

L'ÉQUIPE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



Secrétaire générale
Fatoş Bağ
80% depuis 2019



Responsable des domaines
migration et qualité
Charlotte Miani
50% depuis 2016



Responsable de
l'antenne romande
Maëlle Moret
40% depuis 2018



Assistant administratif
Omar Blangiardi
50% entre février
et octobre 2021

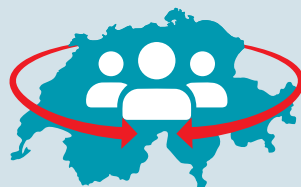
Nous souhaitons beaucoup de réussite à notre collègue Omar Blangiardi, qui a débuté une nouvelle aventure professionnelle.

Au sein d'Insertion Suisse, il s'est engagé sur divers projets et a contribué notamment à renforcer la communication et la gestion administrative de l'association. Le processus de recrutement pour le remplacer a débuté en fin d'année.



LES ORGANISATIONS QUI ONT ADHÉRÉ À NOTRE ASSOCIATION EN 2021

- [Caritas Luzern](#)
- [Centre Holoïde SA](#)
- [CTS Impulse AG](#)
- [EB Zurich, Kantonale Schule für Berufsbildung](#)
- [Grünspecht \(Birsfelden\)](#)
- [Malia Stiftung](#)
- [Niggli & Partner](#)
- [Rüstzeug GmbH](#)
- [Streetchurch – Reformierte Kirche Zürich](#)



DU CÔTÉ DE L'INNOVATION

Présentation de notre projet “ Défis et perspectives d'avenir dans l'insertion professionnelle ”, en collaboration avec la Haute école bernoise.

Pendant toute l'année 2021, le Dr Tobias Fritschi et le professeur Peter Neuenschwander de la Haute école spécialisée bernoise (BFH) ont travaillé, sur mandat d'Insertion Suisse, à une étude sur le thème “Défis et perspectives d'avenir dans l'insertion professionnelle”. Outre une recherche bibliographique, une enquête en ligne auprès des membres ainsi que plusieurs entretiens avec des expert-e-s, des ateliers ont fait partie de la procédure méthodologique.

Le rapport final (en allemand) a été présenté fin 2021 et a été mis à disposition des personnes intéressées sur notre site internet. Il démontre notamment qu'il existe un besoin de développement du côté de l'insertion professionnelle et que les organisations sont motivées à évoluer. Mais en parallèle, divers facteurs défavorables sont constatés, notamment en ce qui concerne les conditions-cadres. Un projet de suivi de la BFH (financé par Innosuisse et Insertion Suisse) est prévu à partir de 2022, dans lequel de nouvelles formes de prestations seront développées, mises en œuvre et évaluées en collaboration avec différentes organisations membres d'Insertion Suisse. Cela permettra de concrétiser davantage les conclusions de l'étude de 2021 et de recueillir les premières expériences avec des approches porteuses d'avenir.



INTERVIEW



Sur la même thématique, nous avons souhaité échanger avec **Jean-Charles Rey**, professeur au sein de la HES-SO Valais, ancien membre du comité et ancien responsable de la CRIEC (commission romande d'insertion par l'économique), sur sa vision de l'insertion de demain. Nous lui avons posé quelques questions sur les opportunités et les risques qu'il constate aujourd'hui et pour les années à venir.

Selon toi, quelles sont les grandes tendances sur le marché du travail qui impactent largement le domaine de l'insertion en ce moment ?

Je dirais tout d'abord une certaine ubérisation de l'économie, avec une augmentation des emplois précaires et la création de “working poor”. Ces nouveaux métiers, encore trop peu réglementés, proposent de fausses situations d'indépendants et participent ainsi à une certaine “désinsertion durable” de ses travailleurs, avec peu d'opportunité d'évolution ou de formation. De plus, la digitalisation, bien qu'encore peu visible aujourd'hui,

tendra à faire disparaître progressivement certains métiers, les métiers de techniciens notamment, ou par exemple certains emplois de comptables, journalistes, graphistes, certains types d'ingénieurs, etc. Les logiciels deviennent toujours plus autonomes et seront bientôt capables de remplacer les hommes et les femmes dans les domaines qui requièrent initialement de bonnes qualifications.

A l'inverse, l'économie circulaire, qui promeut entre autres la location de prestations ouvre de nouvelles possibilités de penser et de gérer son activité pour les organisations. Le système de location de pneus chez Michelin ou de machines de chantier chez Hilti en sont de bons exemples et les emplois proposés y sont en plus valorisants. Idem pour le secteur du recyclage, secteur pour lequel de nombreuses organisations ont développé des projets, occupant surtout des marchés de niche. Malheureusement, les gros marchés rentables sont déjà occupés et restent peu accessibles aux organismes d'insertion selon moi car il est difficile d'atteindre la performance économique. Je vois donc peu d'avenir dans ce domaine trop resserré du recyclage...



Les métiers proposés sont par ailleurs souvent peu intéressants et peu gratifiants pour les travailleurs. Par contre, la “green economy” qui doit se mettre en place pour faire face aux défis climatiques, ne se limitera pas à ça et les organismes d’insertion ont avantage à rester vigilants, proactifs et innovants dans ce nouveau secteur qui devrait être créateur de nouveaux métiers et de nouveaux emplois.

Où vois-tu du potentiel pour l’insertion ? Dans quels secteurs selon toi ?

Cela dépendra beaucoup des tissus économiques de chaque région. Mais je constate que les opportunités sont nombreuses dans tout ce qui est service à la personne (restauration et hôtellerie par exemple), bien que ce soit des domaines plutôt précaires. La construction offre également de belles opportunités pour les travailleurs qualifiés. Malheureusement, c’est un domaine qui bénéficie d’une mauvaise image auprès des jeunes et il existe un certain décalage entre leurs aspirations et les conditions de travail difficiles dans ce secteur.

Quels sont les défis principaux auxquels les organisations doivent faire face aujourd’hui selon toi ?

Au niveau du management, la tendance toujours croissante au surcontrôle des organismes financeurs tend à englober beaucoup de moyens, qui pourraient être investis ailleurs. D’autant plus qu’une majorité grandissante des organisations tend à collaborer avec différents mandants, afin de garantir une certaine stabilité, mais pour lesquels les exigences à remplir sont multiples et contraignantes. De plus, bien qu’il y ait une forte volonté de la part des organisateurs de coconstruire les programmes avec les mandants, la tendance est plutôt à l’opposé... Ce sont les organismes financeurs qui déterminent la demande, souvent à distance des réalités du terrain, pour ensuite mettre les prestataires en concurrence, une démarche qui s’est déjà avérée bien délétère dans les cantons qui ont été “pionniers” dans ces modes de faire.

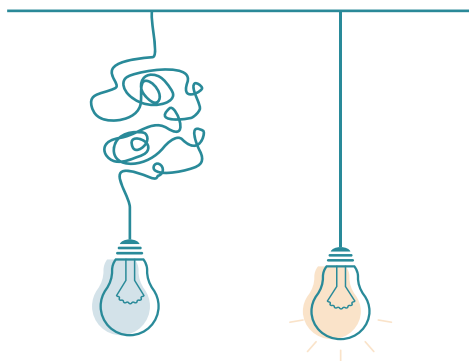
Sinon, pour les collaborateurs, je vois plusieurs contraintes. D’une part, un métier qui demande un niveau technique toujours plus élevé, avec des bénéficiaires toujours plus cabossés par la

vie et donc très éloignés du marché du travail. D’autre part, une sécurité de l’emploi qui n’est plus là, notamment à cause de mandats de prestation trop courts. Le Valais illustre bien cette tendance, avec la majorité de ses petites entreprises d’insertion, qui ont dû fermer durant ces cinq dernières années.

Qu’est-ce qui serait novateur et bénéfique au monde de l’insertion selon toi ?

Je pense qu’en terme de durée et de type d’accompagnement, les choses pourraient être améliorées. Selon moi, les mesures devraient être le plus adaptées possibles aux problématiques de la personne et proposer en parallèle de la pratique professionnelle, du coaching et de la formation, ce qui correspond en fait à ce que les organisateurs tendent à développer actuellement. A l’inverse, je constate une volonté grandissante des placeurs de proposer des mesures très courtes de coaching. Cela peut fonctionner pour les personnes proches du marché de l’emploi mais malheureusement se révéler inefficaces pour les autres.

De plus, en raison de la tendance des organismes financeurs à évaluer de plus en plus les niveaux de sortie (taux d’insertion), il existe une réelle problématique de tri à l’entrée des personnes, de “trier parmi les désinsérés” pour sélectionner les meilleurs risques, donc les personnes les plus proches du marché de l’emploi. Cela pour maintenir de bons taux d’insertion. Selon moi, les niveaux de sortie devraient être évalués mais toujours en comparaison avec les niveaux d’entrée, afin de permettre un accompagnement individualisé, plus long et plus conséquent si nécessaire, et promouvoir ainsi une insertion réelle, qui soit durable avant tout.



QUELQUES CHIFFRES

- **237** organisations membres
- **458** participants au total à nos manifestations
- **4 Newsletters** publiées dans les 3 langues nationales – 870 abonnés
- Plus de **4'000** abonnés sur **LinkedIn** (2'760 abonnés fin 2020)
- **41** nouvelles certifications ou recertifications selon la norme IN-Qualis

LES POINTS FORTS DE L'ANNÉE

Notre future stratégie 2023 – 2026

En vue d'élaborer notre nouvelle stratégie, qui soit au plus proche des besoins de nos membres, des exigences de la pratique et de notre vision de l'insertion, nous avons débuté le travail de réflexion et de discussion avec les différents acteurs concernés. Nous avons commencé par réaliser une analyse SWOT avec le comité et les représentations régionales, nous avons ensuite interrogé nos membres par le biais d'un sondage en ligne et mené plusieurs entretiens avec les organisations partenaires pertinentes (SECO, SEM, OFAS, CSIAS, INSOS, Supported Employment Schweiz). Pour les prochaines étapes, nous allons discuter et sélectionner les priorités, avec la consultation des régions. Notre nouvelle stratégie est en cours de développement et nous nous réjouissons de pouvoir vous présenter lors de notre assemblée générale 2023, nos axes de travail et la direction que nous souhaitons à notre association pour ces prochaines années.

Représentations régionales et développement de l'association

Ça y est ! Lors de notre assemblée générale qui s'est tenue à Soleure le 8 septembre 2021, nos nouveaux statuts ainsi que notre nouvelle charte ont été approuvés. Ils sont le fruit d'un long travail de réflexion et de discussion, en collaboration avec les représentations régionales, dans le but de renforcer les synergies entre les différentes associations. De plus, ils marquent la première étape du processus de développement de notre association, en cours depuis plusieurs mois déjà. Parmi les nouveautés, la création d'une assemblée des délégués composée des délégués des

représentations régionales, ainsi que la création de commissions spécialisées qui verront le jour l'année prochaine. Nous remercions chaleureusement tous les partenaires pour ce travail commun, qui nous permet d'assembler nos forces et de collaborer de manière plus efficace, au bénéfice des intérêts de l'insertion. La nouvelle documentation est disponible sur notre site internet.

Notre première assemblée des délégués

La première assemblée des délégués s'est tenue à Berne le 8 novembre 2021 et a réuni Insertion Suisse et les délégués des dix représentations régionales. A l'occasion de cette première rencontre sous cette nouvelle forme, la séance a eu pour objectif principal de travailler sur notre future stratégie 2023 – 2026, par le biais d'un world café. Cette assemblée se réunira désormais deux fois par année à Berne, pour discuter, échanger, se consulter, avant la mise en place d'actions communes sur des thématiques importantes à l'insertion professionnelle.

Contrats de prestations avec le SECO et le SEM

Cette année, nous avons pu renouveler les deux contrats de prestations que nous avons avec nos partenaires, le SECO et le SEM, pour trois années supplémentaires. Nous les remercions pour la collaboration ouverte et constructive, qui favorise la mise en place de projets utiles et adaptés aux besoins du terrain.



IN-Qualis : des attentes dépassées pour 2021



Le délai de transition de l'ancienne norme AO-MAS à la **norme IN-Qualis** court encore jusqu'en février 2022. Comme les certifications selon la nouvelle norme ont démarré de manière plutôt timide en 2019 et en 2020, le secrétariat a fait des estimations plutôt prudentes pour 2021. Il est donc d'autant plus réjouissant de constater que les attentes ont été dépassées de plus du double ! Sur la base de cette évolution, on peut partir du principe qu'à la fin de la phase de transition, au moins autant d'organisations qui avaient obtenus le certificat AO-MAS auront obtenu un certificat IN-Qualis. Alors que certaines organisations n'ont pas souhaité procéder à une recertification pour diverses raisons, de nombreuses nouvelles organisations sont venues s'ajouter à la liste.

En 2021 également, des formations d'introduction ont été proposées en allemand et en français aux organisations intéressées. Par ailleurs, l'accent a été mis cette année sur les services mandataires des administrations cantonales, en leur offrant la possibilité de se familiariser avec les principaux éléments de la norme IN-Qualis par le biais de plusieurs webinaires.

Notre premier colloque en ligne le 29 avril 2021

L'insertion socioprofessionnelle digitalisée : (comment) ça fonctionne ?

Le jeudi 29 avril, nous avons pu organiser avec succès notre tout premier colloque en ligne, qui a réuni plus de 200 participants, ainsi que des présentations traduites simultanément en français et en allemand. Afin de maintenir cet événement qui aurait dû initialement avoir lieu en présentiel, nous avons décidé de l'adapter en ligne, challenge de taille pour aborder un sujet aussi complexe que celui de la digitalisation. Les enjeux abordés par des intervenant-es experts dans leur domaine en plénière étaient les suivants : cyberadministration / recherche d'emploi en ligne / impacts sur les bénéficiaires et les professionnels / évolution des compétences, des métiers, du marché du travail, etc. La deuxième partie du colloque a été consacrée à des ateliers, où différentes pistes et solutions ont pu être présentées et discutées en plus petits groupes. L'ensemble des présentations de cette journée est disponible **notre site internet** (rubrique « Evénements d'Insertion Suisse »).

Depuis plusieurs années, Insertion Suisse est active dans le domaine de la formation par son implication au sein de plusieurs commissions :

- Organe coresponsable pour les nouveaux brevets fédéraux d'« accompagnant-e socioprofessionnel-le » et de « spécialiste en insertion socioprofessionnelle »
- Organe coresponsable pour le brevet fédéral de « spécialiste de la migration »
- Membre de la commission qualité fide
- Membre du groupe de travail « Qualité en formation continue »
- Membre du groupe d'accompagnement du Programme national contre la pauvreté

Cette année, nous nous sommes à nouveau positionnés et avons donné notre avis en participant à deux consultations politiques, en partenariat avec l'INSOS :

- Consultation sur les dispositions d'exécution relatives à la modification de la loi fédérale sur l'assurance-invalidité (Développement continu de l'AI)
- Consultation sur la révision de l'ordonnance sur la protection des données



NOS MANIFESTATIONS QUI ONT EU LIEU CETTE ANNÉE

- Formation – Introduction à la norme qualité IN-Qualis
- Formation – Evaluation du potentiel des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire
- Echange de pratiques – Le job coaching avec des personnes réfugiées
- Echange de pratiques – Insertion professionnelle et contact avec les entreprises
- Formation – Comment faire face et gérer les résistances dans son quotidien professionnel ?